



**WEBINAIRE SUR LE POINT DE LA CONJONCTURE RECENTE ET LES
PREVISIONS MACROECONOMIQUES A COURT TERME DANS LES
PAYS DE L'UEMOA, EN GUINEE ET EN MAURITANIE**
du 10 au 11 Juin 2020

POINTS SAILLANTS

11 Juin 2020

Table des matières

POINT 1 : INTRODUCTION	3
POINT 2 : OUVERTURE DES TRAVAUX.....	3
POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE	4
Session 1 : Communications-pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2020 et les prévisions 2020-2021	4
Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vues par les organisations sous régionales et internationales.....	8
POINT 4 : CLÔTURE DES TRAVAUX.....	12
ANNEXES :	13
ANNEXE 1 : PROGRAMME DES TRAVAUX	13
ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS	14
ANNEXES 3 : RESUME DES PRESENTATIONS	17

POINT 1 : INTRODUCTION

1. Un Webinaire sur le point de la conjoncture récente et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les pays de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie s'est tenu, du 10 au 11 Juin 2020, en visioconférence. Ce Webinaire a été organisé par AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et AFRITAC de l'Ouest.
2. Tous les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que la Mauritanie et la Guinée étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Bureau sous régional Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA BSR-AO), l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO), AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest, la Commission de l'UEMOA et la Commission de la CEDEAO ont été également représentés. (Cf. liste des participants en annexe).
3. Le séminaire avait pour principal objectif de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2020-2021 dans les Etats et de permettre, en outre, des échanges et des discussions entre les participants, en vue de dégager les effets de la pandémie sur leurs économies respectives. De manière spécifique, la rencontre visait à :
 - présenter la situation conjoncturelle récente et les prévisions de la période 2020-2021 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de l'UEMOA, d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de la BCEAO et des autres institutions sous régionales et régionales ;
 - identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2020, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2020 et 2021, élaborées au deuxième semestre de l'année 2019;
 - partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.

POINT 2 : OUVERTURE DES TRAVAUX

4. Le mot d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Edi Serge, Economiste Principal, Coordonnateur du Département des Etudes et Synthèses Economiques (DESE) à AFRISTAT. Au cours de son intervention, il a d'abord remercié les participants pour leur présence à la rencontre virtuelle. Ensuite, il a rappelé le contexte sanitaire mondial et régional lié à la COVID-19 qui n'a pas permis la tenue du séminaire régional sur la conjoncture et les prévisions à court et moyen terme du premier semestre 2020, co-organisé habituellement par la Commission de l'UEMOA, AFRITAC de l'Ouest et AFRISTAT. Enfin, il a relevé qu'au regard de la particularité de la rencontre, le volet renforcement des capacités habituellement traité au cours des séminaires ne pourra pas être abordé.
5. Après cette intervention, les participants se sont présentés à tour de rôle.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE

6. Après l'étape d'ouverture, le projet de programme de travail a été amendé et adopté. Les travaux ont, par la suite, été organisés en deux (02) sessions de communication (Etats et Institutions) et leur modération assurée par Monsieur AGBODJI Komlan Dodzi, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques de la Commission de l'UEMOA.

Session 1 : Communications-pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2020 et les prévisions 2020-2021

7. Les dix (10) Etats présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au premier semestre 2020 et les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2020-2021.
8. Il est à retenir que la conjoncture est globalement marquée, au niveau des Etats, par la pandémie à COVID-19 qui a entravé la collecte des données pour le second trimestre de l'année, suite aux différentes mesures préventives prises par les autorités (fermeture des frontières terrestres et aériennes, mise en quarantaine des villes ou régions touchées, couvre-feu, ralentissement de l'activité dans les administrations publiques et entreprises privées, etc.). Les indicateurs présentés portent ainsi principalement sur le premier trimestre de 2020 et vu que, dans la région, la pandémie n'est apparue que vers la fin de ce trimestre, ceux-ci ne permettent pas de relever, de manière exhaustive, la situation conjoncturelle du premier semestre de l'année. Des enquêtes et des études ont été menées, sont en cours ou prévues dans tous les Etats afin d'évaluer l'impact de la crise sur les économies et des contreperformances sont déjà enregistrées, notamment dans le secteur des services (transports, hôtels, etc.) et sont entrevues pour la production industrielle.
9. Pour ce qui est des prévisions macroéconomiques, l'impact de la crise a été pris en compte par tous les Etats, à travers des projections de fort ralentissement de la croissance en 2020, voire des récessions pour certains, une détérioration du déficit des finances publiques, entre autres. En 2021, une reprise des activités économiques est attendue ainsi que des améliorations dans le recouvrement des recettes de l'Etat et une maîtrise des dépenses.
10. Par Etat, les points saillants des communications peuvent se résumer comme suit :

a) Bénin

11. La conjoncture est relativement favorable au premier trimestre 2020, au regard de l'évolution des indicateurs conjoncturels. En effet, il a été relevé une :
- embellie de la production industrielle;
 - nette progression en glissement des indices du chiffre d'affaire du commerce et services;
 - hausse des embarquements au port;
 - atténuation du déficit commercial ;
 - baisse de la création des entreprises ;
 - détérioration du déficit des finances publiques ;
 - hausse des prix à la consommation.

12. La croissance, en 2020, est revue en baisse par rapport aux projections antérieures en lien avec l'impact de la crise sanitaire du COVID-19. Ainsi, elle est projetée à 3,5% contre une prévision initiale de 7,6%, et se situerait à 6,0% en 2021.
13. Les discussions ont essentiellement porté sur les mesures de restriction sanitaire, les problèmes de collecte de données, les impacts de la fermeture des frontières du Nigéria sur l'économie.

b) Burkina Faso

14. Les indicateurs présentés portant sur le 1^{er} trimestre 2020 relèvent une bonne orientation de la conjoncture, à l'égard des éléments suivants un(e) :
- légère hausse des prix à la production des principales céréales au premier trimestre 2020 ;
 - hausse du niveau général des prix aux producteurs de l'élevage au premier trimestre 2020 ;
 - excédent du solde global des transactions extérieures;
 - accroissement des recettes publiques et des dépenses publiques : détérioration des soldes budgétaires;
 - maîtrise de l'inflation dans les limites de la norme communautaire ;
 - accroissement des Actifs extérieurs nets et progression des créances intérieures ayant conduit à un accroissement de la masse monétaire.
15. La croissance 2020 devrait ralentir pour se situer à 2,0% soit en baisse de 4,5 points de pourcentage par rapport aux dernières projections. Elle devrait s'accélérer en 2021 pour ressortir à 5,6%.

c) Côte d'Ivoire

16. Au 1^{er} trimestre 2020, la Conjoncture économique et financière est globalement peu favorable avec des évolutions des indicateurs mitigées. Il est à retenir un (e) :
- évolution contrastée de l'agriculture d'exportation, notamment pour la noix de cajou (+4,6%), le cacao « fèves » (-7,1%), le café (-2,8%), du fait essentiellement de la perturbation de la chaîne de la production ;
 - maintien de la dynamique de la production industrielle au cours des deux (02) premiers mois de 2020, en liaison avec la bonne performance de tous les types d'industries ;
 - progression de la production de la branche construction ;
 - hausse des activités commerciales ;
 - chute du trafic aérien de passagers commerciaux, du transport maritime et du transport ferroviaire ;
 - hausse à fin avril 2020, des prix à la consommation impulsée par l'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ;

- excédent commercial ;
- creusement du déficit budgétaire moindre que le niveau attendu.

17. La croissance du PIB devrait ressortir à 3,6% en 2020, contre une situation de référence de 7,2%, et l'inflation serait attendue à 1,7% en 2020, en dessous de la norme de 3% de l'UEMOA. En perspective, pour l'année 2021, un rebond de la croissance économique est attendu avec la normalisation de l'environnement économique international et national. Cette situation permettrait de revenir progressivement à un déficit budgétaire de 3%.
18. Les échanges ont porté sur la maîtrise de la production du cacao et l'augmentation de la production des produits pétroliers.

d) Guinée

19. La conjoncture est relativement favorable au 1^{er} trimestre 2020 au regard de :
- une baisse des prix du riz importé ;
 - une augmentation en volume des exportations et des importations ;
 - l'accroissement des dépenses totales, soutenu par une hausse importante des dépenses de subventions et de transfert ;
 - la hausse des prix à la consommation ;
 - l'excédent du solde commercial;
20. Le PIB réel est projeté à 1,3% en 2020, contre une prévision initiale de 6,2%. S'agissant de l'année 2021, la croissance devrait reprendre en se situant à 5,8%.

e) Guinée Bissau

21. La conjoncture économique est peu favorable au regard de la :
- faible commercialisation de la noix de cajou et de la baisse des prix au producteur;
 - faible évolution de la production industrielle et manufacturière ;
 - reprise timide de la production dans le secteur secondaire ;
 - reprise des activités du commerce et de certains services;
 - relative stabilité du chiffre d'affaires.
22. Sous l'effet combiné de la crise politico-institutionnelle et parlementaire et de la pandémie, l'économie devrait entrer en récession en 2020, avec un taux de croissance projeté à -1,9% en 2020 et à 4,0% en 2021.

f) Mali

23. La conjoncture économique est peu favorable au regard des indicateurs au 1^{er} trimestre 2020. Il ressort une :
- hausse de la production agricole ;
 - hausse de la production d'or ;
 - hausse de la production industrielle ;
 - maîtrise des prix à la consommation ;
 - hausse du chiffre d'affaires dans le commerce ; et

- baisse pour les services hors finances et les BTP.

24. La croissance décélérerait en ressortant à 0,9% en 2020 et est projetée à 4,3% en 2021.
25. Les échanges ont porté principalement sur la hausse observée des cours de l'or.

g) Mauritanie

26. Au regard, des indicateurs de l'année, disponibles, la conjoncture est marquée par :
- Une hausse de la production annuelle d'électricité (+67,4%) et d'eau (+12%) ;
 - Hausse des production minières, fer(+14%), cuivre(+47%) et or(+5%) ;
 - Hausse annuelle de la production industrielle (+3,6%) ;
 - Bon comportement des BTP, (+7%), annuel ;
 - Une hausse des prix à la consommation ;
 - Une baisse des coûts à la construction ;
 - Un recul des exportations ;
 - Une baisse de l'inflation ;
 - Un déficit de la balance commerciale, une amélioration des finances publiques
27. Les prévisions, en 2020, relèvent une récession avec un taux de -2,0% contre une hausse de 6,3% projetée en décembre 2019 pour l'année. Une reprise de l'activité économique est attendue, en 2021, avec une croissance de 4,2%.
28. Les discussions ont porté, entre autres, sur le plan de riposte national à la COVID-19, les raisons de la non-disponibilité des données conjoncturelles pour le second trimestre 2020 et les problèmes liés aux travaux d'élaboration du nouvel outil de cadrage macroéconomique ainsi qu'aux mesures institutionnelles l'accompagnant.

h) Niger

29. La conjoncture au 1^{er} trimestre 2020 est peu favorable. En effet, elle est marquée par :
- une baisse des exportations, mais aussi une baisse considérable des importations, avec un solde commercial en amélioration ;
 - une hausse des prix des matériaux de construction ;
 - une augmentation des prix à la consommation ;
 - un repli des flux de voyageurs en partance de Niamey ;
 - une amélioration du solde commercial.
30. En 2020, la croissance économique est projetée à 1,0% soit en dessous de 5 points de pourcentage par rapport aux dernières prévisions antérieures. Elle devrait se situer à 8,1% en 2021.
31. Les débats ont porté principalement sur les études en cours au niveau de l'INS, notamment celles menées pour évaluer l'impact du COVID-19 sur l'économie du pays à partir d'un modèle d'équilibre général calculable (MEGC), les impacts de la baisse des cours internationaux du pétrole sur l'économie ainsi que ceux du projet de construction de pipeline pour l'exportation du pétrole et de l'élargissement de l'assiette fiscale prévue dans le contexte de crise.

i) Sénégal

32. La conjoncture au premier trimestre 2020 est globalement moins favorable. Il a été relevé une :

- hausse de la production de la pêche ;
- hausse de la production industrielle ;
- augmentation des embarquements et débarquements ;
- forte baisse des mouvements d'aéronefs et des passagers ;
- détérioration du solde commercial en avril et sur les 4 premiers mois de l'année ;
- augmentation des prix à la consommation ;
- diminution des recettes publiques.

33. La croissance est projetée, en 2020, à 1,1% contre une prévision initiale de 6,8%. Il est attendu une croissance de 5,7% en 2021.

j) Togo

34. La conjoncture économique est globalement peu favorable.

35. En 2020 l'activité connaîtrait un ralentissement et le taux de croissance de l'économie ressortirait à 1,3%, grâce au secteur primaire qui serait moins impacté par la crise sanitaire. En 2021 le taux de croissance réel serait de 4,5%.

36. Les discussions ont porté sur : l'impact de l'élection présidentielle sur l'économie et les effets de la baisse des cours du pétrole sur la consommation privée.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vues par les organisations sous régionales et internationales

(i) Conjoncture économique régionale présentée par la BCEAO

37. La BCEAO a indiqué, dans sa présentation, que l'activité économique au sein de l'Union s'est fortement ralentie au cours des quatre premiers mois de 2020, en comparaison à la même période de l'année passée. Le taux de croissance des activités hors secteur primaire et administration, s'établirait à 1,3%, après une réalisation de 5,7% au cours des quatre premiers mois de 2019. Les économies de l'Union ont évolué dans un contexte marqué par la baisse de l'activité économique mondiale, du fait notamment de la pandémie à Covid-19. Ce repli touche l'ensemble des partenaires commerciaux de l'Union, à l'exception des pays voisins (Nigeria et Ghana), dont la croissance a fortement ralenti. La baisse continue des cours des matières premières exportées par les pays de l'Union, depuis le début de l'année, a exercé une pression supplémentaire sur l'activité économique. Le ralentissement du rythme d'évolution de l'activité sur les quatre premiers mois de 2020, avec un recul des activités commerciales et de bâtiments et travaux publics (BTP), touche l'ensemble des secteurs d'activité et des pays de l'Union, à l'exception du Burkina Faso et du Mali. Cette situation est liée avec la pandémie à Covid-19 qui perturbe les activités économiques depuis la dernière semaine du mois de mars 2020.

38. L'inflation s'est établie à 1,2% au premier trimestre 2020 et 1,5% en avril 2020, après une réalisation de -0,7% en 2019. Le rebond du niveau général des prix est essentiellement imputable au renchérissement des produits alimentaires.

39. La situation monétaire à fin mars 2020 est caractérisée par une progression de 11,4%, en rythme annuel, de la masse monétaire, tirée par les actifs extérieurs nets (+22,7%) et les créances intérieures (+9,2%).
40. La situation extérieure des pays de l'Union s'est améliorée, avec la réduction du déficit commercial et du compte courant hors dons. Les efforts de réduction du déficit budgétaire se sont affaiblis, avec un déficit passant de 1,1% sur trois premiers mois de 2019, à 4,5% en 2020.
41. En perspectives, selon le FMI, avec la baisse du PIB des pays partenaires commerciaux, les pays de l'Union connaîtraient un fort ralentissement en 2020 (2,5% contre 6,1% en 2019), avant de reprendre avec leur forte croissance en 2021 (+6,8%). Cette tendance a été confirmée par la Banque Mondiale (8 juin 2020) et les indicateurs conjoncturels à fin avril 2020 (BCEAO). Les prévisions d'inflation ne laissent pas entrevoir de tensions particulières sur l'évolution future des prix à la consommation. Le retour aux performances économiques des Etats membres de l'Union d'avant la pandémie Covid-19, dans un contexte international défavorable, nécessite la consolidation des mesures mises en place dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, la poursuite de la promotion du secteur privé et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

(ii) Croissance économique de l'Afrique en 2020 et perspectives, présenté par la CEA

42. La pandémie du COVID-19 entraînera une forte baisse de l'économie mondiale, évaluée à -3,2% en 2020, bien en dessous du repli enregistré lors de la crise financière de 2008-2009. En supposant que les mesures en cours ralentiront la propagation de la maladie avant la fin du mois d'août et rétabliront avec succès la demande globale, la croissance mondiale devrait ensuite croître de 4,2% en 2021 (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies - DAES-UN, 2020).
43. L'Afrique est également confrontée à des chocs relatifs à la COVID-19. Globalement, la CEA estime que, dans le meilleur des cas, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique pour 2020 diminuera de 1,4 point de pourcentage, passant de 3,2% estimés avant la pandémie à 1,8%. Cela équivaut à une perte de croissance du PIB de 29 milliards de dollars en 2020. Dans le pire des cas, on estime que l'économie africaine se contractera jusqu'à 2,6% en 2020 - ce qui équivaut à une perte de croissance du PIB de 120 milliards de dollars (CEA, 2020).
44. Cela aurait pour effet de pousser entre 5 et 29 millions de personnes sous le seuil d'extrême pauvreté (1,90 \$ par jour et par personne). La création annuelle d'emplois dans le secteur formel (actuellement 3,7 millions) devrait baisser de 1,4% à 5,8%, par rapport au scénario de croissance de référence pour 2020 en Afrique. Une augmentation de l'emploi informel et vulnérable est attendue (CEA, 2020).
45. Au niveau sous-régional, l'Afrique du Nord devrait enregistrer la plus forte baisse de sa croissance du PIB avec une perte évaluée à 5,3 points. Elle est suivie par l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique australe, avec respectivement 4,8 points, 4,6 points, 3,5 points et 3,4 points de baisse de pourcentage de PIB en un an.
46. La pandémie de coronavirus pourrait sérieusement entraver les perspectives de croissance de l'Afrique de l'Ouest.

47. Une baisse du taux de croissance moyen du PIB de la CEDEAO, qui passerait de 3,6% en 2019 à -1,4% en 2020. Cela représente une baisse d'environ 5 points en un an.
48. Cinq (05) pays sur quinze (15) devraient enregistrer une croissance négative en 2020 (Cap-Vert, Guinée Bissau, Libéria, Nigéria, Sierra Leone).
49. Le Nigeria sera le plus touché avec un PIB qui devrait se contracter de -3,4%, reflétant principalement la forte baisse des prix du pétrole et l'impact des mesures de confinement et d'atténuation sur l'activité économique.
50. En 2021, on suppose que les différentes mesures de soutien aux politiques auront un impact positif important sur la croissance moyenne du PIB de la CEDEAO, qui devrait rebondir à 3,9%.

(iii) Conjoncture Economique en Afrique de l'Ouest par la Commission de la CEDEAO

51. La Commission de la CEDEAO a rappelé le poids de la région dans l'économie du continent et le contexte international dans lequel se tient l'activité économique en 2020, notamment les effets de la pandémie du COVID-19 et la baisse des cours du pétrole.
52. Dans son intervention, elle a insisté sur le fait que la pandémie de COVID-19 pourrait exacerber certains facteurs économiques, politiques, sécuritaires et environnementaux qui constituent des défis habituels pour les perspectives de croissance dans l'espace CEDEAO. En particulier, le contexte général de la gestion du processus électoral, avec les cinq (05) élections présidentielles à venir dans la région, la persistance et l'intensification du terrorisme et de l'extrémisme violent, phénomènes transrégionaux ainsi que les conflits entre éleveurs et agriculteurs, constituent des facteurs d'incertitude.
53. La région serait fortement touchée par la crise, avec une récession attendue pour l'année 2020, suivie d'une reprise projetée pour 2021.
54. Les prévisions, telles que présentées, suggèrent les évolutions suivantes : (i) une contraction de l'activité globale de 2,1% même si l'impact du choc serait assez hétérogène au sein de la région ; (ii) une contraction du secteur primaire de 1,4% en moyenne, contre une croissance positive de la valeur ajoutée de 4,4% en 2019 ; (iii) un net ralentissement de la valeur ajoutée du secteur secondaire, avec un rythme de progression passant de 4,7% en 2019 à 0,6% en 2020 ; (iv) Une contraction du secteur tertiaire de 1,2% après une progression de + 3,8% en 2019.
55. Les échanges ont porté, entre autres, sur la monnaie unique et les perspectives de l'organisation d'un séminaire similaire au niveau de la CEDEAO.

(iv) Etat de la convergence en 2019 et perspectives 2020 dans l'UEMOA

56. La Commission a rappelé, dans sa communication, que la convergence au sein de l'UEMOA est définie par le Traité créant l'Union et que sa mise en œuvre est opérationnalisée à travers l'Acte additionnel portant « Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) ». Cet Acte a été modifié quatre (04) fois pour tenir compte des chocs subis par les États membres et a donné lieu à autant de reports de l'horizon de convergence (2003, 2006, 2009 et 2015). Au regard des statistiques reçues à date, l'Union a convergé en 2019, dernier horizon retenu par l'Acte additionnel n°01/2015/CCEG/UEMOA. En effet, cinq (05) des huit (08) États membres, représentant 74,6% du PIB de l'Union, pour une condition de 65% retenue comme

masse critique, ont respecté tous les critères de premier rang au terme de l'année écoulée. Toutefois, l'Union n'a pu entrer en phase de stabilité car le respect de ces critères par la masse critique devait porter sur les deux (02) années précédant l'horizon et les deux (02) ans le suivant. La croissance de l'Union en 2019 est de 6,1%.

57. Les impacts de la pandémie de la COVID-19 qui touche tous les Etats membres contribuent à la non entrée de l'Union en phase de stabilité, comme prévu en décembre 2019. En outre, afin de permettre aux Etats de mettre en œuvre de manière efficace leurs plans de riposte, la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union a décidé, le 27 avril 2020, de la suspension temporaire du PCSCS. Tout de même, les Etats doivent continuer à veiller à la mise en œuvre effective des mesures contenues dans les plans de riposte, à capitaliser, au maximum, sur les acquis des politiques communautaires ayant favorisé une consolidation du cadre macroéconomique et macro financier de l'Union, etc. La croissance de l'Union, est projetée, en 2020, à 2,4% et risquerait de se situer en dessous si la crise s'étend sur le second semestre de l'année.

58. Il a été rappelé aux participants qu'une étude sur l'évaluation du dispositif des politiques et des performances en matière de convergence dans l'UEMOA est en cours de réalisation au sein de la Commission et que l'institution est ouverte à recueillir, dans le cadre de ladite étude, de la part des participants ou autres acteurs, toutes observations, appréciations, critiques et ou suggestions et proposition entre autres de nouveaux critères pour l'Union.

(v) Analyser la pandémie en temps réel d'un point de vue économique : Des leçons de la réunion pour faire le point de la conjoncture et les prévisions à court terme, par AFRITAC de l'Ouest

59. La communication, inspirée des analyses des présentations-pays, a permis de faire un bilan des travaux et relevé certaines préoccupations qui devraient permettre aux services en charge de l'analyse conjoncturelle et des prévisions macroéconomiques de tirer profit de la crise en rénovant leur dispositif de collecte des données et d'analyse et à être aptes à répondre efficacement aux différentes sollicitations des autorités et des partenaires.

60. Au niveau des dispositifs de suivi de la conjoncture, il a été relevé que les analyses qui ont été présentées ne se font pas en lien avec la pandémie dans les pays, du fait, entre autres, de l'indisponibilité des statistiques récentes. En termes de piste pour le développement à moyen terme du système de suivi conjoncturel, il a été indiqué la nécessité d'innover dans le développement de techniques de collecte des données et de traitement et d'améliorer les analyses en vue de rendre plus actuelles les informations présentées.

61. Pour ce qui est des dispositifs de cadrage, l'analyse des communications-pays met en exergue le fait que les projections ont tenu compte de la crise, mais il y a un besoin de s'interroger sur les liens entre les cadrages élaborés et la prise de décision, notamment les plans de riposte. Il y a lieu également la nécessité d'adapter l'exercice au nouveau contexte et de prendre en compte les risques afin d'élaborer différents schémas de sortie de crise et d'adopter une fréquence d'actualisation des informations concernées plus adaptée à ces incertitudes.

62. Un tour des participants a permis de recueillir leurs avis sur les différentes questions et ainsi que les besoins d'accompagnement des Etats de la part des institutions. En retour, AFRITAC de l'Ouest a partagé les notes techniques développées par le FMI dans le contexte de la pandémie.

(i) RECOMMANDATIONS

Les participants au Webinaire sur le point de la conjoncture récente et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les pays de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie ont formulé les recommandations ci-après :

1. Aux Etats

- a) Réadapter les dispositifs de collecte des données au contexte de crise et, au besoin, innover, afin de fournir des informations essentielles récentes et à temps aux décideurs et partenaires ;
- b) Renforcer le partenariat avec les entreprises privées pour une collecte efficace des données conjoncturelles ;
- c) Poursuivre et renforcer la collaboration entre les services en charge des prévisions et ceux en charge de l'analyse conjoncturelle et les services en charge des impôts ;
- d) mener des études spécifiques pour affiner la compréhension et l'analyse des impacts de la pandémie sur les agents économiques.

2. Aux institutions :

- e) accompagner les Etats membres en renforçant leur capacité dans l'analyse et la collecte des données;
- f) maintenir le contact avec les services en charge des prévisions et de la conjoncture durant le temps de la crise en organisant des rencontres pour partager les expériences et discuter de thématiques spécifiques.

POINT 4 : CLÔTURE DES TRAVAUX

63. La clôture des travaux a été prononcée par Monsieur Edi Serge, Economiste Principal, Coordonnateur du Département des Etudes et Synthèses Economiques (DESE) à AFRISTAT, qui a adressé ses sincères remerciements aux participants pour le travail abattu au cours de ces deux (02) jours et a apprécié la qualité des échanges et les résultats auxquels les travaux ont abouti. Il a ensuite salué la disponibilité des institutions présentes et les a remerciées de leurs contributions et a souhaité que la bonne collaboration qui existe puisse se renforcer. Enfin, il a déclaré clos les travaux du webinaire.

ANNEXES :
ANNEXE 1 : PROGRAMME DES TRAVAUX

Heure	Sujets	Responsables
JOUR 1 : 10 JUIN 2020		
10:00 – 10:10	Mots de Bienvenue et Présentation des participants	Commission de l'UEMOA, AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest
10H10 – 10H40	Communications pays : Benin, Togo, Côte d'Ivoire	Benin, Togo, Côte d'Ivoire
10H40 – 11H00	Synthèse des questions et réponses	Présidence : Commission de l'UEMOA
11H00-11H30	Communications pays : Guinée, Mali, Burkina Faso	Guinée, Mali, Burkina Faso
11H30 – 11H50	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRISTAT
11H50 – 12H10	Communications pays : Mauritanie, Niger	Mauritanie, Niger
12H10 – 12H25	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRITAC de l'Ouest
12H25 – 12H45	Communications pays : Guinée Bissau, Sénégal	Guinée Bissau, Sénégal
12H45 – 13H00	Synthèse des questions et réponses	Présidence : CEA/BSR-AO
13H00	Fin de la première Journée	
JOUR 2 : 11 JUIN 2020		
10H00 – 10H15	Synthèse de la conjoncture dans les Etats	Présidence : AFRISTAT
10H15 – 10H45	Conjoncture régionale vue de la BCEAO : Présentation et discussions	BCEAO
10H45 – 11H15	Etat de la Convergence dans l'UEMOA	Commission de l'UEMOA
11H15 – 11H45	Autres intervention : CEDEAO, CEA/BSR-AO, AMAO	Présidence : UEMOA CEDEAO, CEA/BSR-AO, AMAO
11H45 – 13H00	Points techniques, Questions diverses et perspectives	AFRITAC Ouest,
13H00	Fin des travaux	

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

N°	NOM ET PRENOMS	PAYS	STRUCTURE/ FONCTION	EMAIL + TELEPHONE
1.	KOUTCHADE ALBAN GILDAS	BENIN	Chef du Service de la Programmation Economique et Financière à la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE)	koutchadealban@gmail.com (+229) 97 79 73 28
2.	FADO C. ALEXIS		Chargé des statistiques d'entreprises à l'INSAE	afado@insae-bj.org (+229) 66463306
3.	NIANGAO ISSAKA	BURKINA FASO	Ingénieur Statisticien Economiste /INSD	niangaoiss@yahoo.fr +226 71 40 52 92
4.	KERE BRAHIM		Chef de service des prévisions Macroéconomiques	ibkere@yahoo.fr +226 70 64 9162
5.	SANSAN HIEN	COTE D'IVOIRE	Directeur des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques	sansanhien@yahoo.fr ; h.sansan@dge.gouv.ci
6.	YAPI BERENGER FLORENT		Sous-Directeur des Statistiques Industrielles /INS	berenger_yapi@hotmail.com +225 09 98 37 29 / 43 15 19 38
7.	PATRICE KAMANO	GUINEE	Chef de la Division Stratégies et Cadrage Macroéconomique	patricekamano76@gmail.com +224 620 556 551
8.	MOHAMED FADIGA		Chef de Division Conjoncture Direction Nationale de l'Economie	fadihamed15@gmail.com
9.	DIOUF SOUMAH		Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)	dioufsoumah@yahoo.fr
10.	LAUDIMILA CATY SILVA CAMARA	GUINEE-BISSAU	Chargé des Prévisions Macroéconomiques	laudimilac@gmail.com (+245) 955548395
11.	PAULINO GOMES		Technicien du Ministère de l'économie et finance	paulgomes75@hotmail.com (+245) 955297046
12.	BOLY SIDY	MALI	Chef de la Division des Statistiques de la Conjoncture à l'INSTAT	bolysidy24@yahoo.fr +223 78 42 10 72
13.	ZOUMANA SANGARE		Direction Nationale de la Planification du Développement / MEF	zousangare2005@yahoo.fr +223 66 96 22 74
14.	AHMED TAGHI AMED MAHAM	MAURITANIE	Chef du service des Prévisions macroéconomiques	ahmed_taki@yahoo.fr +222 46 55 59 71
15.	ADDOULAYE WONE		Conjoncturiste	alpha_wone@yahoo.fr +222 46 86 52 79
16.	BLIYAMINOU MAMANE ISSA	NIGER	Chef du Service du Suivi et de l'Analyse de la Conjoncture à l'Institut National de la Statistique (INS)	bilyamine2005@yahoo.fr +227 96 61 02 11

N°	NOM ET PRENOMS	PAYS	STRUCTURE/ FONCTION	EMAIL + TELEPHONE
17.	SITOU BALARABE MAHAMAN		Economiste à la Direction des Etudes et de la Prévision/Ministère du Plan	sitoubalarabem@gmail.com +227 96 48 29 06
18.	DIAGNE IDRISSE	SENEGAL	Chef du Bureau Secteur productif, des Prix et de la Compétitivité, en service à la Division des Projections macroéconomiques et du Suivi des Programmes de la Direction de la Prévision et des Études Économiques (DPEE)	diagneidrissa@hotmail.com idrissa.diagne@economie.gouv.sn +221 77 560 67 98
19.	THIOUB MAMADOU		Ingénieur Statisticien Economiste et Expert au Bureau des Enquêtes de Conjoncture	ext.mamadou.thioub@ansd.sn +221 77 715 60 33
20.	KANAZA HODABALO	TOGO	Chargé d'études à la Division Prévision de la Direction générale des études et analyse économique	hkanaza8@gmail.com +228 90 55 22 05
21.	SOUMANOU MOUTALA		Chargé d'études à la Division Prévision de la Direction générale des études et analyse économique	mouritadoh@yahoo.fr +228 90356032
22.	TCHAMDIA AHODO-ABALO		Chef de la Section Prévision à la Direction Générale des Études et Analyses Economiques	tchamsland@yahoo.fr +228 90 26 26 66
23.	ISSA ZANGO ANGO	BCEAO	Chef du Service de la Conjoncture Economique à la Direction de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	azango@bceao.int
24.	BIAKA TEDANG DJORET	AFRITAC OUEST	Conseiller résident en analyses macroéconomique et budgétaire	dbiakaTedang@imf.org +225 66 00 55 10
25.	BAKARI	CEA	Economiste Principal	
26.	Mme SIDZANBNOMA NADIA DENISE OUEDRAOGO		Chargé des Affaires Economiques	ouedraogo49@UN.ORG

N°	NOM ET PRENOMS	PAYS	STRUCTURE/ FONCTION	EMAIL + TELEPHONE
27.	EDI SERGE JEAN	AFRISTAT	Expert Economiste principal/AFRISTAT	edi@afristat.org
28.	AGBODJI KOMLAN DODZI	COMMISSION UEMOA	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques	kagbodji@uemoa.int +226 70 77 59 56
29.	THIAW KALIDOU		Chef de Division de la Prévision Economique	kalidouthiaw@yahoo.fr kthiaw@uemoa.int +226 72 89 74 09
30.	ABA CAMARA		Chargé des Etudes Statistiques et Economiques	ABDOU@uemoa.int +226 67 09 01 23
31.	HAROUNA IDE SOUMANA		Chargé des Prévisions et Etudes Economiques	sharounaide@uemoa.int +226 55 77 16 92
32.	SIMEON KOFFI	COMMISSION CEDEAO	Chef de Division Recherche et Développement	ksimeon@yahoo.com
33.	<u>DJINKPO MEDARD</u>	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO)	Statisticien	djinkpomedard@yahoo.fr

ANNEXES 3 : RESUME DES PRESENTATIONS

Résumé des pays

Benin

La conjoncture économique au premier trimestre de l'année 2020 est ressortie globalement satisfaisante. Au plan agricole, on note une bonne tenue de la campagne 2020/2021, caractérisée par une pluviométrie assez favorable. De même, on enregistre une embellie de l'activité industrielle (+12,0%) au cours de la même période. En ce qui concerne l'inflation, on observe une légère hausse des prix de production industrielle (+1,0%) au premier trimestre 2020 et un renchérissement des prix à la consommation (+2,2%) en mai 2020. Par ailleurs, on constate une atténuation de la balance commerciale et un déficit budgétaire plus prononcé sur les trois premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Accroissement de la masse monétaire et du crédit intérieur.

Le taux de croissance économique révisé pour 2020, se situerait autour de 3,5%, contre une prévision initiale de 7,6% et une estimation de 6,9% en 2019. Le taux de croissance ressortirait à 6,0% en 2021 contre une prévision de 3,5% en 2020.

Burkina Faso

Une conjoncture économique peu favorable au premier trimestre

- ✓ Légère hausse des prix à la production des principales céréales au premier trimestre 2020 ;
- ✓ Hausse du niveau général des prix aux producteurs de l'élevage au premier trimestre 2020 ;
- ✓ Excédent du solde global des transactions extérieures;
- ✓ Accroissement des recettes publiques et des dépenses publiques : détérioration des soldes budgétaires;
- ✓ Maîtrise de l'inflation dans les limites de la norme communautaire ;
- ✓ Accroissement des Actifs extérieurs nets et progression des créances intérieures ayant conduit à un accroissement de la masse monétaire.

Taux de croissance du PIB réel est de 2,0% en 2020 contre 5,7% en 2019 (- 4,5 pp); 5,6% en 2021 renoue avec le dynamisme d'antan;

Côte d'Ivoire

Au 1^{er} trimestre 2020, la Conjoncture économique et financière de la Côte d'Ivoire connaît une évolution plutôt mitigée.

Dans le secteur agricole, on note une évolution contrastée de l'agriculture d'exportation (cajou (+4,6%); anacarde (4,6%); cacao fèves (-7,1%); café (-2,8%)), du fait essentiellement de la perturbation de la chaîne, au 1^{er} trimestre 2020.

La production industrielle (4,7%) maintient une bonne dynamique au cours des deux (2) premiers mois de 2020, en liaison avec la bonne performance de tous les types d'industries.

Au niveau du secteur de la Construction, l'indicateur avancé du BTP a progressé de 12,7% sur la même période.

Quant au secteur tertiaire, il a été fortement impacté sur le 1^{er} trimestre 2020, en dehors des activités commerciales (2,9%), à travers la chute du trafic aérien de passagers commerciaux (- 15,1%), du transport maritime (-5,7%) et du transport ferroviaire (-8,5%).

A fin Avril 2020, l'inflation en moyenne période s'est établie à 2,3%, impulsée par la hausse des prix des Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (5,2%). Par ailleurs, l'Economie Ivoirienne a également enregistré sur le premier trimestre 2019, un excédent commercial de +652 785,1967 milliards de F CFA (+37,7%), un creusement du déficit budgétaire (-136,6 milliards de F CFA) moindre que le niveau attendu (-50,2%), un accroissement de la masse monétaire de 10 99,4 milliards de F CFA (+11,4%), et une hausse des avoirs extérieurs nets de +609,0 milliards de F CFA (31,2%).

Dans un contexte marqué par la pandémie du coronavirus (Covid-19), les perturbations internationales et nationales subséquentes influencent négativement les activités économiques et financières.

La croissance du PIB devrait ressortir à 3,6% en 2020 contre une situation de référence de 7,2%, et l'inflation serait attendue à 1,7% en 2020 en dessous de la norme de 3% de l'UEMOA.

Le déficit budgétaire devrait ressortir à 5,1% PIB en 2020 contre 2,3% PIB en 2019 en raison des pertes de recettes combinées à la hausse des dépenses induites par la crise de la COVID-19.

Le déficit courant de la balance des paiements s'établirait à 4,2% du PIB et le solde global devrait ressortir à 0,9% du PIB en 2020 suite à la contraction des exportations.

La masse monétaire et les créances intérieures devraient progresser respectivement 9,7% et 6,5% en 2020 en lien avec les mesures accommodantes prises par les Autorités monétaires pour soutenir l'activité dans cette période de crise.

En perspectives pour l'année 2021, un rebond de la croissance économique est attendu avec la normalisation de l'environnement économique international et national. Cette situation permettrait de revenir progressivement à un déficit budgétaire de 3%.

En définitive, la crise économique liée à la pandémie de la Covid-19 est sans précédent depuis la grande dépression de 1929. L'hypothèse d'une maîtrise totale de la pandémie à fin juin 2020, tant au niveau national qu'international, reste très optimiste au regard de l'évolution de la pandémie. Ainsi, un accent particulier devra être mis sur l'effectivité et l'efficacité des différents plans de riposte sanitaire et de soutien économique envisagés afin de mitiger les effets pervers de la Covid-19.

Guinée

L'économie nationale à l'instar des autres pays souffre de la pandémie de COVID-19. Toutefois, à fin mars 2020, les indicateurs conjoncturels dans les secteurs hors agriculture de l'économie domestique dévoilent des comportements relativement favorables. La situation des finances publiques est marquée par un accroissement des dépenses totales soutenue par une hausse importante des dépenses de subventions et transfert.

Le taux d'inflation a atteint 9,5%. Au niveau du secteur extérieure, le solde commercial est ressorti excédentaire.

L'année 2020 par rapport à 2019 serait caractérisée par une décélération drastique de la croissance économique. Quant à celle de 2021 par rapport à 2020, elle serait marquée par une accélération de croissance due à la reprise des activités.

Le PIB réel s'établit à 1,3% en 2020 contre une prévision initiale de 5,8%. S'agissant de prévision de l'année 2021, elle sera de 5.8%.

Guinée Bissau

- La conjoncture économique au premier semestre est moins stable.
- La commercialisation des noix du cajou est très faible. Les prix sont stables.
- L'indice globale de la production industrielle et de l'industrie manufacturière se présentent une évolution faible, sauf celle de la distribution de d'électricité, de gaz et d'eau qui évolue positivement.
- L'évolution de l'indice de chiffres d'affaires est relativement stable au premier trimestre 2020, dont la variation moyenne de l'indice globale est 5,13%,

Le pays présente au primaire trimestre des déficits de base et primaire significatifs. Au regard du taux de croissance économique réel qui s'établira à -1,9% contre 4,5% en 2019 et une prévision du 4,0% pour 2021;

Pour l'année 2020, la performance macroéconomique et budgétaire de la Guinée-Bissau s'avère relativement insatisfaisante, marquée par la crise politico-institutionnel et parlementaire ainsi que la crise liée à la pandémie du COVID-19 (mesure de confinement qu'a impacté toutes les secteurs). Au regard du taux de croissance économique réel qui s'établira à -1,9% contre 4,5% en 2019 et une prévision du 4,0% pour 2021. Du côté des finances publiques, il y aura une augmentation des dépenses courant (soit, +25,3%) en détriment d'une baisse des recettes budgétaire (soit, -19,2%) par rapport à l'année 2019.

Le taux d'inflation moyen annuel contrôlé en 2,0%. La Production de la noix de cajou estimé en 210.000 tons contre 202.500 enregistré en 2019. Malgré une prévision d'exportation à la baisse du 130.000 tonnes contre 195.547 en 2019 et la baisse de prix de noix de cajou au niveau international lié à la pandémie du COVID-19.

Mali

Au 1er trimestre 2020, le diagnostic conjoncturel laisse entrevoir une conjoncture globalement peu favorable. En effet, la production céréalière a connu une hausse de +2,3% due à une bonne pluviométrie grâce à l'augmentation des superficies de culture et la mise à disposition des intrants agricoles. La production d'or a connu une légère augmentation de 0,5% par rapport à fin mars 2019. Le niveau de la production industrielle augmente de 8.5% au cours du premier trimestre de 2020 par rapport à la même période de 2019. En revanche, les perspectives de production pour le 2er trimestre 2020 présagent une baisse de la production, en liaison avec un solde d'opinions défavorable de -20% expliquant les anticipations pessimistes par rapport aux conséquences de la Covid-19 sur les activités. Quant à l'inflation comme critère de convergence de l'UEMOA, il est de -2% inférieur à la norme communautaire de 3,0%. Par rapport aux indices du chiffre d'affaires, il faut noter une hausse pour le commerce et un recul pour les BTP et services. Les recettes totales hors dons à fin Mars 2020 ont connu une baisse de 10,9% par rapport à la même période en 2019 en lien avec les mesures fiscales adoptées par le gouvernement à l'égard des ménages et des entreprises. Par contre, les dépenses globales ont connu une hausse de 8,4 au premier trimestre 2020 par rapport à fin mars 2019. En ce qui concerne les transactions extérieures, on note une baisse à la fois pour les exportations et les importations.

On note une décélération de la croissance en 2020 par rapport à 2019 (0,9% contre 5,0%) et amélioration en 2021 (4,3%)

Mauritanie

Globalement, la conjoncture reste mitigée

-Les indicateurs conjoncturels pour lesquels les évolutions à très court terme (1er semestre 2020) sont les plus marquantes sont la production de fer et de l'or, en ce qui concerne la pêche l'arrêt biologique risque de l'affecter à court terme. Le secteur des services reste le plus affecté par la pandémie. On n'a pas assisté au renvoie systématique des employés au niveau des entreprises.

Le pays tablait sur une croissance économique de 6,3% avant la crise au titre de l'année 2020. Selon les dernières prévisions, cette croissance devrait s'établir à la fin de l'année à -2%, soit une chute de 8 points par rapport au scénario d'avant la crise. L'économie devrait rebondir en 2021 à 4,2%.

Niger

Sur les 3 premiers mois de l'année, la situation extérieure du pays est caractérisée par une baisse des exportations mais aussi une baisse considérable des importations; ce qui réconforte le solde commercial.

Une hausse de 2,8% de l'inflation à fin mai 2020 par rapport à celle du mois de mai 2019;

Une inflation en moyenne annuelle de -1,1% à fin mai 2020;

Une hausse de la masse monétaire aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel;

Une campagne agricole 2019 d'hivernage satisfaisante pour les céréales sèches malgré les différentes péripéties enregistrées dans son déroulement.

La croissance économique s'afficherait à 1,0% en 2020 après 5,1% en 2019. Elle s'établirait à 8,1% en 2021, 13,2% en 2022 et 6,2% en 2023.

Sénégal

La conjoncture économique serait moins favorable au premier semestre 2020

Augmentation du PIB trimestriel

Transport aérien en difficulté

Hausse de l'activité de production industrielle

Maîtrise du niveau général des prix

Détérioration du solde commercial

Diminution des recettes totales

Croissance 2020 de 6,8% révisée à 1,1% à fin avril 2020. La croissance en 2021 est attendue à 5,7%

Togo

Décélération du taux de croissance économique : 1,3% en 2020 et 4,5% en 2021 après 5,3 % en 2019; Solde budgétaire déficitaire avec une amélioration en 2021: (-5,0%) du PIB en 2020 et (-2,9%) du PIB en 2021; Solde courant de la BDP déficitaire: (-6,0%) du PIB en 2020 et (-7,1%) du PIB en 2021.

CEA

Situation économique récente et perspectives en Afrique

La pandémie du COVID-19 entraînera une forte baisse de l'économie mondiale, de -3,2% en 2020, bien en dessous de la baisse enregistrée lors de la crise financière de 2008-

2009. En supposant que les mesures en cours ralentiront la propagation de la maladie avant la fin du mois d'août et rétabliront avec succès la demande globale, la croissance mondiale devrait ensuite croître de 4,2% en 2021 (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies- DAES-UN, 2020).

L'Afrique est également confrontée à des chocs relatifs à la COVID-19. Globalement, la CEA estime que dans le meilleur des cas, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique pour 2020 diminuera de 1,4 point de pourcentage, passant de 3,2% estimé avant la pandémie à 1,8%. Cela équivaut à une perte de croissance du PIB de 29 milliards de dollars en 2020. Dans le pire des cas, on estime que l'économie africaine se contractera jusqu'à 2,6% en 2020 - ce qui équivaut à une perte de croissance du PIB de 120 milliards de dollars (CEA, 2020).

Cela aurait pour effet de pousser entre 5 et 29 millions de personnes sous le seuil d'extrême pauvreté (1,90 \$ par jour et par personne). La création annuelle d'emplois dans le secteur formel (actuellement 3,7 millions) devrait baisser de 1,4% à 5,8% par rapport au scénario de croissance de référence pour 2020 en Afrique. Une augmentation de l'emploi informel et vulnérable est attendue (CEA, 2020).

Au niveau sous-régional, l'Afrique du Nord devrait enregistrer la plus forte baisse de sa croissance du PIB avec 5,3 points. Elle est suivie par l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique australe avec respectivement 4,8 ; 4,6 ; 3,5 et 3,4 points de baisse de pourcentage de PIB en un an.

La pandémie de coronavirus pourrait sérieusement entraver les perspectives de croissance de l'Afrique de l'Ouest.

- Une baisse du taux de croissance moyen du PIB de la CEDEAO, de 3,6% en 2019 à -1,4% en 2020. Cela représente une baisse d'environ 5 points en un an.
- 5 pays sur 15 devraient enregistrer une croissance négative en 2020 (Cabo Verde, Guinée Bissau, Libéria, Nigéria, Sierra Leone).
- Le Nigeria sera le plus touché avec un PIB qui devrait se contracter de -3,4%, reflétant principalement la forte baisse des prix du pétrole et l'impact des mesures de confinement et d'atténuation sur l'activité économique.

En 2021, on suppose que les différentes mesures de soutien aux politiques auront un impact positif important sur la croissance moyenne du PIB de la CEDEAO, qui devrait rebondir à 3,9% en 2021.

BCEAO

La BCEAO a indiqué, dans sa présentation, que l'activité économique au sein de l'Union s'est fortement ralentie au cours des quatre premiers mois de 2020, en comparaison à la même période de l'année passée. Le taux de croissance des activités hors secteurs primaire et administration s'établirait à 1,3% après une réalisation de 5,7% au cours des quatre premiers mois de 2019. Les économies de l'Union ont évolué dans un contexte marqué par la baisse de l'activité économique mondiale, du fait notamment de la pandémie à Covid-19. Ce repli touche l'ensemble des partenaires commerciaux de l'Union, à l'exception des pays voisins (Nigeria et Ghana), dont la croissance a fortement ralenti. La baisse continue des cours des matières premières exportées par les pays de l'Union, depuis le début de l'année, a exercé une pression supplémentaire sur l'activité économique. Le ralentissement du rythme d'évolution de l'activité sur les quatre premiers de 2020, avec un recul des activités commerciales et de bâtiments et travaux publics (BTP), touche l'ensemble des secteurs d'activité et des pays de l'Union, à l'exception du

Burkina et du Mali. Cette situation est liée avec la pandémie à Covid-19 qui perturbe les activités économiques depuis la dernière semaine du mois de mars 2020. L'inflation s'est établie à 1,2% au premier trimestre 2020 et 1,5% en avril 2020, après une réalisation de -0,7% en 2019. Le rebond du niveau général des prix est essentiellement imputable au renchérissement des produits alimentaires. La situation monétaire à fin mars 2020 est caractérisée par une progression de 11,4%, en rythme annuel, de la masse monétaire, tirée par les actifs extérieurs nets (+22,7%) et les créances intérieures (+9,2%). La situation extérieure des pays de l'Union s'est améliorée, avec la réduction du déficit commercial et du compte courant hors dons. Les efforts de réduction du déficit budgétaire se sont affaiblis, avec un déficit passant de 1,1% sur trois premiers mois de 2019, à 4,5% en 2020.

En perspective, selon le FMI, avec la baisse du PIB des pays partenaires commerciaux, les pays de l'Union connaîtraient un fort ralentissement en 2020 (2,5% contre 6,1% en 2019), avant de reprendre avec leur forte croissance en 2021 (+6,8%). Cette tendance a été confirmée par la Banque Mondiale (8 juin 2020) et les indicateurs conjoncturels à fin avril 2020 (BCEAO). Les prévisions d'inflation ne laissent pas entrevoir de tensions particulières sur l'évolution future des prix à la consommation. Le retour aux performances économiques des Etats membres de l'Union d'avant la pandémie Covid-19, dans un contexte international défavorable, nécessite la consolidation des mesures mises en place dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, la poursuite de la promotion du secteur privé et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

Commission de la CEDEAO

Dans son intervention, le représentant de la Commission de la CEDEAO a insisté sur le fait que la pandémie de COVID-19 pourrait exacerber certains facteurs économiques, politiques, sécuritaires et environnementaux qui constituent des défis habituels pour les perspectives de croissance dans l'espace CEDEAO. En particulier, le contexte général de la gestion du processus électoral, avec les cinq élections présidentielles à venir dans la région, la persistance et l'intensification du terrorisme et de l'extrémisme violent, phénomènes transrégionaux ainsi que les conflits entre éleveurs et agriculteurs, constituent des facteurs d'incertitude.

Sur le plan économique, l'intervenant a souligné des préoccupations relatives à la baisse l'investissement au profit des dépenses courantes rendues nécessaires par la situation d'urgence sanitaire, les pertes importantes de revenu par les gouvernements et les conséquences néfastes des mesures restrictives sur le système productif. En outre, la capacité des Etats à mobiliser les financements, tant internes qu'externes, nécessaires à la stabilisation des économies serait déterminante dans la résorption des effets de la crise.

Au regard de ce contexte, l'intervenant a été présenté les prévisions de croissance de l'économie régionale, non pas pour le premier trimestre, mais à fin 2020 car tous les Etats de la CEDEAO ne produisent pas encore de comptes nationaux infra-annuels. Malgré les avancées en la matière, l'analyse conjoncturelle d'une situation agrégée pour la région reste donc un défi à relever.

Les prévisions, telles que présentées, suggèrent les évolutions suivantes : (i) une contraction de l'activité globale de 2,1% même si l'impact du choc serait assez hétérogène au sein de la région ; (ii) une contraction du secteur primaire de 1,4% en moyenne, contre une croissance positive de la valeur ajoutée de 4,4% en 2019 ; (iii) un net ralentissement de la valeur ajoutée du secteur secondaire, avec un rythme de progression passant de

4,7% en 2019 à 0,6% en 2020 ; (iv) Une contraction du secteur tertiaire de 1,2% après une progression de + 3,8% en 2019.

Enfin, le représentant de la Commission de la CEDEAO a exprimé sa satisfaction quant au déroulement de la rencontre et a réitéré la nécessité d'étendre l'exercice aux autres Etats de la CEDEAO non membre de l'UEMOA. Il a insisté sur la nécessité d'un partage plus régulier d'information entre les parties prenantes afin de mieux cerner le contexte régional des perspectives de croissance.